LA GRÈVE EST AVENIR

VERS UN FRONT COMMUN AU PRINTEMPS

À un rythme effréné, les annonces de coupures se succèdent. En santé comme en éducation, en passant par les CPE et les organismes régionaux et communautaires, l'attaque contre les services sociaux est générale. Or, on le sent déjà, ce printemps s'annonce chaud. Il n'est pas dit qu'on se laissera faire. Partout à travers le Québec, les gens s'organisent contre les coupures et les projets pétroliers. Les prochains mois seront un moment crucial dans la lutte contre l'austérité. Alors que le gouvernement tire dans tous les sens, la résistance s'organise en front commun derrière un objectif clair : bloquer l'austérité!

Déjà, les rumeurs de grève se multiplient : le 1er avril, c'est plus de 400 000 employé.es de la fonction publique pourront partir en grève légalement. En déclenchant la grève le 23 mars 2015, les étudiant.es montrent clairement leur volonté de lutter conjointement avec les travailleurs et travailleuses du secteur public, en plus de générer un momentum de contestation. Après une première semaine de perturbations économiques, une manifestation nationale est appelée par l'ASSÉ en date du 2 avril 2015.

Allons vers le printemps, votons pour la grève!

ASSEMBLÉES ÉTUDIANTES DE GRÈVE À L'UQAM

Mardi	**Mercredi**	**Jeudi**	**Vendredi**
AFESH Sciences humaines 12h30 au J-M400	AFELC Langues et communication 12h30 au National 1220 St-Catherine Métro Beaudry	AFEA Arts 12h30 au J-M400	AESS Secteur des sciences 12h00 au SH-2800

L'AUSTÉRITÉ, C'EST LA GUERRE

QUI A PEUR DE LA DETTE?

Qu'est-ce que l'austérité? Le terme fait école pourtant notre situation n'a rien à voir avec celle d'un pays surendetté devant s'imposer une « rigueur budgétaire » après trop de laxisme. Cela a été démontré plusieurs fois – en particulier par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques – notre dette est loin d'un tel fardeau.

À vrai dire, le gouvernement québécois se prive volontairement année après année de revenus potentiels. Si les libéraux souhaitaient réellement lutter contre la dette, il leur suffirait de taxer les grandes entreprises et les banques sous-imposées au Québec et d'imposer davantage les riches. Bref, ces attaques à nos conditions de vie ne sont pas le fruit d'une contrainte économique inévitable, mais d'un **choix idéologique**.

NÉOLIBÉRALISME ET PRIVATISATION

Cette idéologie, c'est le **néolibéralisme**, c'est-à-dire une lutte des classes renversée qui se manifeste par des offensives agressives et répétées des classes dominantes contre les populations les plus pauvres. En effet, depuis la crise de 2008, nos élites politiques et économiques passent à l'action. Ce que l'on voit aujourd'hui n'est qu'un énième assaut.

Disons-le, il n'est pas anodin que l'avenue privilégiée du gouvernement soit de couper dans les services publics et d'augmenter les tarifs. Le discours de l'urgence budgétaire cache d'autres impératifs qui répondent à l'idéologie néolibérale. Si l'hôpital public est devenu inefficace à force de coupures, les riches pourront toujours débourser le gros montant pour aller au privé. Mais au-delà d'un simple copinage, de telles politiques visent des **changements sociaux profonds**. Partout où les politiques d'austérité ont été imposées, elles ont toujours rimé avec entreprises privées. En effet, la formule est simple : on crée un sous-financement, rendant inefficace le service public, ouvrant la porte à sa **privatisation**. Les compagnies privées bondissent dans la brèche pour reprendre cette opportunité payante. Ainsi, l'austérité n'est pas simplement la destruction de nos services publics, c'est aussi leur vente à rabais au privé. Plus encore, les coupures s'accompagnent généralement de restructuration qui engendre une privatisation à l'intérieur des services publics : centralisation, rationalisation, hiérarchisation des fonctions vers une « gouvernance » technocratique et emploi de la sous-traitance. Pas étonnant que nos institutions publiques soient de plus en plus gérées comme des entreprises privées et que l'on parle si couramment de « clients et de clientes »!

MARCHANDISATION DU COMMUN

N'ayons pas peur des mots, c'est le système capitaliste qui entre dans une nouvelle phase. On voit à travers le monde un mouvement de dépossession de ce qui appartenait encore à la communauté. **L'austérité est une guerre de conquête.** Notre classe possédante saccage pour mieux s'accaparer nos vies. C'est un type de guerre que l'on connaît bien : appropriation par expulsion, vol ou pillage après avoir abattu ce qui s'oppose à la domination!

L'accumulation capitaliste en recherche de croissance perpétuelle ouvre de nouveaux espaces de création de marchandises. Pour que la machine roule, il lui faut du combustible. Son carburant, c'est la **marchandisation** de ce qui n'a pas encore été privatisé (éducation, santé, garderie, services sociaux, environnement, etc.) Que ce soit des êtres humains que la dette asservit jusqu'à leur conscience aux impératifs du marché; Que ce soit des services publics qui en plus d'être publics servent encore de rempart contre les effets du capitalisme, contre la soumission intégrale à sa logique; Que ce soit des « ressources naturelles » encore enfouies dans le plus éloigné, le plus difficile, le plus sale, le plus destructeur; L'austérité, c'est la guerre.

Son mot d'ordre est de faire de tout ce qui l'entoure une matière première. Dans la marchandisation du commun, le monde existe uniquement comme une mine à ciel ouvert et nos classes dirigeantes luttent pour son exploitation. Même si après coup il ne subsiste qu'un ravage, que le désert d'une coupe à blanc ...

L'AUSTÉRITÉ FRAPPE L'UQAM

L'ENSEIGNEMENT, LA RECHERCHE ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL, TOUT Y PASSE!

Le réseau universitaire n'est pas en reste dans cette entreprise de démantèlement des services publics. Les administrations universitaires jonglent actuellement avec des coupures de 172 millions de dollars, qu'elles refilent progressivement à la communauté universitaire. À l'UQAM, notre administration procède au sale travail. L'austérité se fera ressentir dès l'an prochain; cette série de coupures totalisant plus de 20 millions inclut :

- Abolition de 150 charges d'enseignement : ça signifie 150 cours de moins et autant de chargé.es de cours privé.es d'emplois. S'ajoutant aux 140 charges coupées cette année.
- Réduction salariale moyenne de 2% pour l'ensemble des salariées : elles et ils ont pourtant des conventions collectives régissant leurs salaires!
- Augmentation du nombre d'étudiant.es par classe (moyenne-cible) et volonté d'éliminer la moyenne-cible
- Diminution de 5% des dépenses non salariales : Moins de nouveau matériel, moins bien entretenu, etc.
- Baisse de 5% du Fond affecté d'origine interne : on coupe dans la recherche!

Encore une fois, ce sont les étudiant-e-s ainsi que les travailleuses et travailleurs qui font les frais des mesures de compression. D'une part, la charge et les conditions de travail des employé-e-s universitaires (professeur-e-s, chargé-e-s de cours et employé-e-s) seront attaquées de front lors des négociations collectives à venir. D'autre part, malgré les bavassages du gouvernement, c'est la qualité de l'éducation qui est massacrée par ces mesures. On ne nous fera pas croire que diminuer l'offre de cours, bonder des classes et diminuer les services ne nous touchera pas.